

Introduction

Silence sur l'occupation en 1914-1918

En 1998, l'historienne Annette Becker publie un ouvrage portant à la fois sur les civils occupés, les prisonniers de guerre et les humanitaires, trois acteurs de la Grande Guerre qui auraient pour particularité commune d'être des « Oubliés » de l'historiographie du conflit. Elle propose en une cinquantaine de pages une synthèse sur la France occupée, constatant que le travail historique a été « long à venir » sur cette question¹. Treize ans plus tard, Philippe Nivet abonde dans le même sens en affirmant que les pacifistes des années 1920 et 1930 auraient dressé ce qu'il appelle un « écran conceptuel » à toute recherche historique sur l'occupation. Leur condamnation de la guerre aurait ainsi rendu impossible l'étude des violences commises par l'occupant².

Effectivement, la précédente synthèse historique sur la France occupée, avant celle d'Annette Becker, date de 1925. Elle est réalisée par un professeur de lycée, Georges Gromaire, en marge du monde académique³. Malgré ses limites, l'ouvrage reste, aujourd'hui encore, considéré comme une référence⁴. Georges Gromaire a collecté de nombreux récits de notables ayant vécu l'occupation, il est allé dans le nord et l'est de la France pour mener des entretiens avec les populations concernées et s'est appuyé sur les études économiques et sociales qui ont été réalisées par l'organisation philanthropique chargée du ravitaillement. L'ampleur de la documentation est considérable et chaque caractéristique de l'occupation est illustrée par de nombreux exemples locaux. Son travail est néanmoins le reflet des enjeux mémoriels, politiques et diplomatiques de son temps, l'auteur souhaitant dévoiler « un système particulier d'exploitation méthodique et d'épuisement

1. BECKER A., *Oubliés de la Grande guerre : humanitaire et culture de guerre, 1914-1918*, Paris, Éd. Noësis, 1998, p. 16.
2. NIVET P., *La France occupée, 1914-1918*, Paris, A. Colin, 2011.
3. GROMAIRE G., *L'occupation allemande en France : 1914-1918*, Paris, Payot, 1925.
4. HULL I.V., *Absolute Destruction : Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, New York, Cornell University Press, 2005, p. 249 ; BECKER A., *Les cicatrices rouges : 14-18, France et Belgique occupées*, Paris, France, Fayard, 2010, p. 160-161. P. NIVET le cite également fréquemment dans *La France occupée, 1914-1918*, *op. cit.*

complet du pays⁵ » afin de légitimer les exigences françaises de réparation. Son parti pris le conduit à se focaliser sur l'administration des départements occupés par l'armée allemande, la population civile n'apparaissant qu'en victime de celle-là. Le travail de Georges Gromaire paraît avoir été ignoré par le monde universitaire. Il reçoit par exemple un accueil mitigé, pour ne pas dire condescendant, de la part de la seule revue d'histoire à en faire la recension, *La Revue d'histoire de la guerre mondiale*⁶. Son travail trouve également peu d'écho dans les synthèses historiques sur le conflit, participant de la sorte au long silence sur la question⁷. Entre 1925 et les années 1990, seul l'ouvrage de Gabriel Perreux sur la vie quotidienne des civils pendant la guerre⁸ accorde une place à l'expérience particulière des habitants du nord et de l'est de la France en s'appuyant sur les travaux de Georges Gromaire. Le silence et l'oubli sur l'occupation que dénoncent les historiens depuis la fin des années 1990 ne sont donc pas qu'une illusion rétrospective même s'ils méritent d'être nuancés.

C'est tout d'abord prêter beaucoup d'influence aux mouvements pacifistes que de considérer qu'ils ont pu dresser un « écran conceptuel » qui dissimulerait l'expérience des civils occupés. L'étude de la production éditoriale de 1914 à 1939 révèle que les publications sur la France occupée ne sont pas inexistantes : elles connaissent un pic en 1919 et se maintiennent jusqu'au milieu des années 1930⁹. L'essentiel de la production est constitué de récits et de témoignages plus ou moins édifiants édités dans des formats bon marché. La plupart de ces récits s'apparentent à des martyrologes souhaitant rappeler le « sacrifice » des civils au moment où de grands procès pour intelligence avec l'ennemi défraient la chronique¹⁰ et que le principe des réparations est contesté. Quelques ouvrages scientifiques se distinguent toutefois, en particulier les travaux initiés dans le cadre de la fondation Carnegie. L'organisation philanthropique américaine qui se donne pour mission de promouvoir la paix, bien loin de dresser un « écran

5. GROMAIRE G., *op. cit.*, p. 7.

6. Compte-rendu de C.-G. PICAVET, *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, 1926, p. 157. *La Revue historique* et *La Revue de synthèse historique* ne l'évoquent pas.

7. LAVISSE E. (dir.), *Histoire de la France contemporaine. Tome IX : la Grande Guerre*, Paris, Hachette, 1922.; RENOUVIN P., *La crise européenne et la grande guerre : 1914-1918*, Paris, F. Alcan, 1939; DUROSELLE J.-B., *Histoire de la Grande Guerre. La France et les Français : 1914-1920*, Paris, Bordas, 1972; BECKER J.-J., *La France en guerre 1914-1918, la grande mutation*, Bruxelles, Complexe, 1988.

8. PERREUX G., *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Paris, Hachette, 1966.

9. Voir SALSON P., « Retour sur un silence : la production éditoriale sur l'occupation allemande depuis 1914 », site du CRID 14-18, en ligne [URL : www.crid1418.org/doc/textes/retour_sur_silence.pdf].

10. Procès, en 1919, des collaborateurs de la *Gazette des Ardennes* et des dénonciateurs recrutés par la police allemande au sein de la VII^e Armée. En août 1919, 11 personnes sont condamnées à mort, 10 à des travaux forcés et 6 sont acquittées. Seules 4 exécutions seront effectives, les autres condamnés ayant vu leur peine commuée. Une trentaine d'articles est consacrée à « l'Affaire des dénonciateurs de la VII^e Armée » dans *Le Petit Parisien*. Même la presse internationale s'y intéresse : « Try French spies for aiding Germans », *New-York Times*, 23/03/1919.

conceptuel», initie de nombreuses recherches sur les conditions de vie des civils occupés en Belgique, en France et en Roumanie¹¹.

En outre, le « mur du silence » est déjà lézardé dans les années 1990 au moment où Annette Becker publie des articles et des témoignages sur cette question. Dès les années 1980, le journaliste et romancier Marc Blancpain écrit des ouvrages grand public sur l'occupation à partir de sources qui ne sont pas précisées¹². En 1983, l'historien Richard Cobb, spécialiste des classes populaires sous la Révolution et l'Empire, livre à son tour une vision personnelle des occupations pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale¹³.

La redécouverte de l'occupation avec *Oubliés de la Grande Guerre*

Dans le domaine universitaire, c'est cependant bien à Annette Becker que l'on doit la redécouverte de l'occupation allemande du nord et de l'est de la France. Dans les années 1990, alors qu'elle enseigne à l'université de Lille, elle se penche sur la mémoire de cette occupation dans une logique comparative avec la Seconde Guerre mondiale¹⁴, dirige des travaux d'étudiants sur ce thème, publie des témoignages de civils occupés¹⁵ et réalise, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de l'armistice, sa synthèse sur la question¹⁶.

Elle veut alors initier avec Stéphane Audoin-Rouzeau un renouvellement de l'historiographie sur la Grande Guerre fondé sur une approche culturelle empruntant à l'anthropologie. Dans l'article qu'ils publient ensemble en 1994 et qui fait figure de manifeste, ils proposent de revisiter le conflit à partir d'un principe de causalité essentiel :

« Une des idées centrales de cette historiographie semble bien être que la guerre mondiale a été largement engendrée, dans sa violence radicale, par la culture de guerre elle-même¹⁷. »

11. CHATRIOT A., « Une véritable encyclopédie économique et sociale de la guerre », *L'Atelier du Centre de recherches historiques. Revue électronique du CRH*, 2009, n° 03.1, en ligne [URL : <http://acrh.revues.org/index413.html>].

12. BLANCPAIN M., *Quand Guillaume II gouvernait de la Somme aux Vosges*, Paris, Fayard, 1980 et *La vie quotidienne dans la France du Nord sous les occupations (1814-1944)*, Paris, Hachette, 1983.

13. COBB R., *Vivre avec l'ennemi*, traduit par Madeleine GILARD, Paris, Sorbier, 1985.

14. BECKER A., « Mémoire et commémoration : les « atrocités » allemandes de la première guerre mondiale dans le nord de la France », *Revue du Nord*, juin 1992, vol. 74, n° 295, p. 339-354 ; BECKER A., « D'une guerre à l'autre : mémoire de l'occupation et de la résistance. 1914-1940 », *Revue du Nord*, septembre 1994, vol. 76, n° 306, p. 453-465.

15. BECKER A. (dir.), *Journaux de combattants et de civils de la France du Nord dans la Grande Guerre*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1998.

16. BECKER A., *Oubliés de la Grande guerre*, op. cit.

17. AUDOIN-ROUZEAU S. et A. BECKER, « Vers une histoire culturelle de la Première Guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1994, vol. 41, p. 6.

La notion de « culture de guerre » est au cœur de l'histoire culturelle de la guerre en tant qu'élément explicatif fondamental, acteur de premier plan et par conséquent objet de nombreux travaux. D'après les deux historiens, les imaginaires des sociétés européennes auraient été transformés par l'irruption de la guerre ; le conflit aurait ainsi créé des représentations spécifiques avec des traits communs entre les différentes nationalités belligérantes. Ces hypothèses de départ conditionnent la lecture que les deux historiens font de la Grande Guerre. La « culture de guerre » donnerait un sens au combat mené, la guerre deviendrait une nouvelle croisade¹⁸ qui exacerberait les violences. Les combattants, comme la population civile, se seraient alors largement mobilisés dans la lutte contre l'ennemi¹⁹, prêts à subir et à faire subir une violence jusque-là inconnue. Cette expérience de la violence radicale aurait conduit à une « brutalisation » des sociétés européennes qui aurait favorisé la montée des mouvements totalitaires²⁰. Les historiens reprennent ici le concept que George L. Mosse avait utilisé pour décrire la violence politique dans l'Allemagne de l'après-guerre²¹. Le cas de l'Allemagne est ensuite généralisé à l'ensemble des sociétés européennes. À partir de ces paradigmes, en insistant sur la violence, ils entendent rien moins que « retrouver la guerre » comme si les travaux récents en avaient obscurci la réalité.

Cette centralité de la question de la violence se retrouve dans les travaux d'Annette Becker sur l'occupation du nord de la France. Son projet consiste à dévoiler « la souffrance des civils occupés²² ». Pour ce faire, elle « se place du côté des occupés pour retrouver, le plus intact possible, souffrances et effarements, acceptations, accommodements ou refus ». Cette parole du civil occupé, perçu ici exclusivement comme victime, elle compte la rendre en s'appuyant sur des témoignages issus de la bourgeoisie du Nord. Estimant que les journaux intimes seraient « le reflet de la population restée prisonnière de la zone occupée »²³ et donc que le témoin est le porte-parole de l'ensemble de la population occupée, elle fonde son travail sur un corpus réduit²⁴ à partir duquel elle tire des conclusions générales²⁵. Parce qu'elle

18. BECKER A., *La guerre et la foi : de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Paris, Armand Colin, 1994.

19. Cette mobilisation se manifesterait en particulier par le « consentement » à la guerre. AUDOIN-ROUZZEAU S. et A. BECKER, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 13.

20. *Ibid.*, p. 6.

21. MOSSE G.L., *Fallen soldiers : Reshaping the memory of the world wars*, New York, Oxford University Press, 1990.

22. Intitulé du chapitre consacré à l'expérience d'occupation dans BECKER A., *Oubliés de la Grande guerre*, *op. cit.*

23. *Ibid.*, p. 28.

24. Deux journaux intimes sont particulièrement exploités, ceux de Maria Degrutère et David Hirsch dont elle a publié des extraits dans BECKER A. (dir.), *Journaux de combattants et de civils de la France du Nord dans la Grande Guerre*, *op. cit.*

25. C'est également une des critiques que fait N. MARIOT à la thèse du « consentement » de l'ensemble des combattants à la guerre, MARIOT N., « Faut-il être motivé pour tuer ? », *Genèses*, 2003, n° 4, p. 154-177.

prend délibérément parti pour les victimes, son étude de l'occupation prend la forme d'une liste des exactions subies²⁶, rappelant en cela les récits d'après-guerre et le travail de Georges Gromaire. Annette Becker brosse alors le tableau d'une population tout entière mobilisée dans la lutte contre l'ennemi car imprégnée par la « culture de guerre ». L'image qu'elle donne de la population civile est duale : à la fois mobilisée, et donc actrice des événements, mais également victime des violences ennemies. Cela lui permet de faire coïncider l'idée du « consentement », par patriotisme, des citoyens à la guerre avec celle de « brutalisation » que le conflit produit à l'occasion de l'occupation militaire. Finalement, en voulant montrer que l'emploi de la violence est « systématique », son projet rencontre celui de Georges Gromaire qui souhaitait mettre à jour le « système particulier d'exploitation méthodique et d'épuisement complet du pays ». Aussi, « retrouver » l'occupation en 1914-1918 consiste-t-il à revenir sur les apports du travail de Georges Gromaire à l'aune des concepts de l'histoire culturelle : la violence exercée par l'armée allemande et le patriotisme intransigeant de la population civile étant deux aspects différents d'une « culture de guerre » également partagée.

En outre, l'historienne voit dans le « terrorisme » qu'aurait imposé l'autorité allemande, un des éléments d'une totalisation à l'œuvre pendant la Première Guerre mondiale et qui sera poursuivie pendant la Seconde. En mettant en avant les violences à l'encontre des personnes comme les déportations ou le travail forcé, alors que Georges Gromaire insiste sur l'exploitation économique et les destructions matérielles, elle tend à faire de cette première occupation du xx^e siècle la matrice de la seconde. L'introduction d'*Oubliés de la Grande Guerre* est explicite à ce propos : les civils occupés, comme les prisonniers de guerre, auraient vécu dans un « univers concentrationnaire » qui préfigurerait le système concentrationnaire de la Seconde Guerre mondiale. La lecture téléologique de l'occupation en 1914-1918 est clairement assumée. Ce serait, selon Annette Becker, l'oubli des violences de la Première Guerre mondiale (les déportations, les camps de représailles, le génocide arménien) qui expliquerait l'impassibilité de l'opinion publique internationale devant l'ascension d'Hitler puis devant la mise en place de sa politique d'exclusion et d'extermination.

L'ouvrage d'Annette Becker a incontestablement permis de faire connaître une réalité « oubliée » de la Grande Guerre même si le renouvellement qu'elle prétend incarner est finalement modeste par rapport aux travaux précédents de Georges Gromaire. Les deux historiens se rejoignent dans leur insistance sur les violences subies et dans leur démarche. Tous

26. Les différents paragraphes s'intitulent ainsi : « L'occupation : des réquisitions au terrorisme », « Les prisonniers civils, dès 1914 », « Du travail forcé sur place aux déportations pour le travail », « La vie dans les camps de travail forcé », « Les évacuations forcées », « Le cas des femmes. Les déportations de Pâques 1916 », « Les autorités locales, la résistance morale, les camps de représailles ».

deux exploitent des récits de notables locaux pour analyser cette brutalité, ce qui revient à décrire les actes de l'autorité d'occupation à partir du point de vue de la victime. En revanche, l'expérience des civils dans leurs relations avec l'occupant comme avec leurs concitoyens reste une part « oubliée » de cette histoire.

Des travaux sur l'occupation marqués par la lecture culturelle de la guerre

Cette lecture de l'occupation allemande en 1914-1918 sous l'angle de la culture n'est pas une spécificité française mais participe à un essor, voire une hégémonie, de l'approche culturelle dans le champ historique à partir des années 1990. Les principaux travaux sur cette occupation sont publiés à travers le monde en moins d'une dizaine d'années, entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000²⁷.

En Belgique, Sophie de Schaepdrijver propose, en 1997, une synthèse sur le pays dans la guerre, écrite en flamand²⁸ et qui s'inscrit dans le sillage de celle proposée par Henri Pirenne en 1928²⁹. Comme lui, elle présente son travail dans des termes très prudents, estimant « proposer *une histoire*, dans tous les sens du terme³⁰ ». Comme lui, elle veut défendre, dans un contexte de tensions linguistiques croissantes, la réalité d'une spécificité belge : le sentiment national belge aurait ainsi eu raison des tentatives de séparation, initiées par l'occupant dans le cadre de la *Flamenpolitik*³¹. La prudence avec laquelle sont amenées les hypothèses de travail, le sens de la nuance, l'exploitation d'un corpus de témoignages assez large, en font une synthèse à la fois solide et précise qui marque le réveil de l'historiographie belge sur la Première Guerre mondiale et l'occupation du pays.

En 2003, un colloque organisé par l'Université libre de Belgique rend visible ce renouvellement sur de nombreuses questions³² : la politique

27. Pour un rapide point de vue historiographique sur les occupations au cours de la Grande Guerre, voir SCHAEPRDRIJVER S. DE, « L'Europe occupée en 1915 : entre violence et exploitation », J. HORNE (dir.), *Vers la guerre totale : le tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010, p. 121-151.

28. SCHAEPRDRIJVER S. DE, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, traduit par Claudine SPITAEELS et Vincent MARNIX, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2004.

29. PIRENNE H., *La Belgique et la guerre mondiale*, Paris, New Haven, Dotation Carnegie, Presses Universitaires de France, 1928.

30. SCHAEPRDRIJVER S. DE, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, op. cit., p. 11. (souligné par l'auteur. Par la suite tout terme souligné dans les citations, sauf indication contraire, respectera la graphie originale).

31. Politique initiée par la *Politische Abteilung* (département politique du Gouvernement général allemand) qui visait à accorder des droits et une certaine autonomie aux néerlandophones afin de gagner le soutien des activistes flamings. Elle aboutit à la séparation administrative du pays en mars 1917.

32. Actes qui ont été publiés par la suite : JAUMAIN S., M. AMARA, B. MAJERUS, et A. Vrints, *Une guerre totale ? La Belgique dans la première guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique*, Bruxelles, Archives générales du Royaume/Études sur la Première Guerre mondiale, 2005.

culturelle de l'armée allemande³³, les réseaux de renseignement³⁴, la sortie de la guerre³⁵ et les modalités de coopération avec l'occupant³⁶. La socio-histoire de la police bruxelloise au cours des deux guerres mondiales, réalisée par Benoît Majerus, offre sans aucun doute le regard le plus original sur l'occupation. À rebours des hypothèses et des méthodes de l'histoire culturelle, il étudie les pratiques ordinaires de cette police en même temps qu'il critique la tradition historiographique du « manichéisme réducteur, opposant la force militaire à une administration locale démunie de tout champ d'action »³⁷. À travers l'exemple de la police bruxelloise, il montre que l'ordre social, dans le contexte d'occupation militaire, résulte d'une négociation permanente entre occupants et occupés pour définir ce qui est acceptable ou non. Ce travail révèle tout ce que peut apporter la démarche socio-historique pour la connaissance de l'occupation. En plaçant le regard au niveau des acteurs pour étudier les pratiques, Benoît Majerus parvient à mettre au jour la complexité des tensions qui parcourent les sociétés occupées : tensions entre l'ordre légal et la légitimité patriotique, tensions autour du conformisme social dont la police est un des agents, revendications sociales d'un corps policier qui fait grève pour protester contre la dégradation des conditions de vie...

Aux États-Unis, Vejas G. Liulevicius publie en 2000 son étude³⁸ sur la politique d'occupation dans l'*Ober Ost*³⁹. Le général Ludendorff qui en prend la tête, en ferait, selon Vejas Liulevicius, un laboratoire du totalitarisme. Il y construirait une « utopie militaire » fondée sur des présupposés racistes et visant une exploitation maximale des terres et de la population. Cette utopie d'un État militaire autoritaire aurait ensuite imprimé sa marque sur la politique d'occupation sur le front Ouest à partir de 1916, une fois qu'Hindenburg et Ludendorff prennent le commandement suprême de l'armée. L'historien estime que c'est cette expérience du front Est, partagée par des millions d'Allemands et popularisée par des articles de journaux et des fictions, qui est à l'origine de représentations racistes sur l'Europe de l'Est, représentations qui expliqueraient les massacres et le génocide commis lors de la Seconde Guerre mondiale⁴⁰.

33. KOTT C., *Préserver l'art de l'ennemi ? le patrimoine artistique en Belgique et en France occupées, 1914-1918*, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

34. YPERSELE L. VAN et E. DEBRUYNE, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre. L'espionnage en Belgique durant la guerre 1914-1918*, Bruxelles, Labor, 2004.

35. ROUSSEAU X. et L. VAN YPERSELE (dir.), *La Patrie crie vengeance*, Bruxelles, Édition Le Cri, 2008.

36. MAJERUS B., *Occupations et logiques policières : la police bruxelloise en 1914-1918 et 1940-1945*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2007.

37. *Ibid.*, p. 23-24.

38. LIULEVICIUS V.G., *War land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

39. Ce terme désigne un État créé de toutes pièces en 1915 par l'armée allemande dans le nord-ouest de la Russie, sur les territoires de l'actuelle Lettonie, de la Lituanie et d'une partie de la Biélorussie.

40. LIULEVICIUS V.G., *op. cit.*, p. 278-279.

La démonstration s'appuie très largement sur des sources allemandes : sources administratives mais aussi beaucoup de récits d'officiers et des bulletins de propagande. Les représentations que parvient à saisir Vejas Liulevicius sont celles d'une classe sociale, celle des officiers, souvent issus de l'aristocratie, avec une conscience politique influencée par la culture militaire et le conservatisme. C'est donc une histoire de l'occupation vue par le haut et non par la base. L'historienne Isabel V. Hull⁴¹ reproche également à Vejas Liulevicius de manquer de distance critique à propos du récit rétrospectif de Ludendorff, celui-ci redonnant de la cohérence *a posteriori* à des mesures qui étaient bien souvent influencées par les pratiques coloniales et conditionnées par les nécessités d'improviser devant l'urgence.

C'est justement avec Isabel V. Hull que l'approche culturelle de la guerre est la plus stimulante. Elle prend pour objet la culture militaire allemande, tout en critiquant certains travers de l'histoire culturelle⁴² et en se démarquant du concept de « culture de guerre ». Elle refuse par exemple de limiter son travail à une simple analyse des discours et traque l'implicite et l'inconscient des représentations des officiers allemands dans les pratiques militaires. Selon elle, à cause de la grande autonomie dont elle bénéficie, l'armée allemande aurait développé une culture militaire spécifique, caractérisée par l'utilisation irraisonnée de la force. La politique de terreur menée par l'occupant ne serait pas délibérée, les officiers recourant à des méthodes brutales parce qu'ils y ont été habitués lors des guerres coloniales. Elle rejoint en revanche Vejas Liulevicius sur la démarche : comme lui, elle recherche dans la Grande Guerre des explications au triomphe des méthodes violentes du régime nazi à partir des années 1930, participant à une relecture des réalités de 1914-1918 à travers celles de 1939-1945.

En France, *Oubliés de la Grande Guerre* connaît une postérité, Annette Becker livrant une synthèse plus détaillée en 2010 sous le titre *Les cicatrices rouges*⁴³. Comme le titre l'indique, l'angle d'étude n'a pas changé : il s'agit de se placer du côté des victimes pour décrire les violences subies afin de montrer que la France et la Belgique occupées en 1914-1918 étaient des laboratoires d'une totalisation de la guerre.

Philippe Nivet, professeur à Amiens, après avoir publié plusieurs articles sur des aspects spécifiques de l'occupation⁴⁴, rédige à son tour,

41. HULL I.V., *op. cit.*

42. Elle critique certaines hypothèses non démontrées d'Annette Becker, *ibid.*, p. 255.

43. BECKER A., *Les cicatrices rouges, op. cit.*

44. NIVET P., « Vivre avec l'ennemi : les relations entre occupants et occupés en Picardie (1914-1918) », O. CARPI et P. NIVET (dir.), *La Picardie occupée du Moyen-Âge au XX^e siècle (actes du colloque Amiens, 13 juin 2003)*, Amiens, Encrage, 2005, p. 81-136; NIVET P., « Les municipalités en France occupée pendant la Première Guerre mondiale », Y. DELBREL, P. ALLORANT et P. TANCHOUX (dir.), *France occupée, France occupante. Le gouvernement du territoire en temps de crise (de la guerre de Cent ans au régime de Vichy)*, Orléans, Presses universitaires d'Orléans, 2008, p. 246-266; NIVET P., « Les violences allemandes dans la France occupée », G. HOFFMANN et A. GAILLIOT (dir.), *Les rituels*

en 2011, une synthèse sur la France occupée⁴⁵. Son travail s'appuie sur une documentation riche et variée. Ce matériau permet d'approfondir les intuitions d'Annette Becker et de livrer une synthèse qui se veut complète sur l'occupation. Aussi, son ouvrage ne se contente-t-il pas de recenser les principales violences auxquelles ont été soumises les populations occupées. Une place importante est accordée à la vie quotidienne, aux relations qui ont pu se créer entre occupants et occupés ainsi qu'à la sortie de l'occupation. L'historien analyse les attitudes individuelles à partir des catégories issues de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale – Résistance, Collaboration, accommodement – risquant de la sorte quelques anachronismes. Si le matériau est plus riche et la narration historique plus complète, la grille de lecture n'est finalement pas bien différente de celle d'Annette Becker. La démarche du britannique James Connolly dans sa thèse sur l'occupation dans le Nord est similaire. Son intention est effectivement de « réinterpréter les catégories d'analyse » des historiens de la Seconde Guerre mondiale et d'« explorer les précédents à l'expérience de la Seconde Guerre mondiale »⁴⁶. La lecture de l'occupation est ici largement conditionnée par la référence à 1940-1945.

Au sein de cette production historique sur les occupations, le travail de Lisa Mayerhofer, de l'Université de Munich, sur la Roumanie, apparaît comme plus original en ce sens où elle montre, comme Benoît Majerus, que l'occupation ne se réduit pas à une confrontation entre occupants et occupés. Elle s'est employée à déconstruire l'opposition alliés/ennemis⁴⁷ pour exposer la manière dont les autorités d'occupation, et plus précisément l'armée allemande, ont tenté de concilier coercition et mesures incitatives pour administrer le territoire. La classe politique roumaine compte alors de nombreuses personnalités germanophiles qui se trouvent à la tête des ministères à l'arrivée des armées des puissances centrales. Derrière ces responsables politiques, c'est toute l'administration roumaine qui est amenée à coopérer avec les occupants. Au niveau local, les agriculteurs se rapprochent également des soldats, quitte à les soudoyer, pour s'assurer de leur complicité dans le détournement d'une partie des récoltes. Toutefois, les relations se tendent, courant 1918, lorsque les conditions économiques, puis militaires se dégradent.

de transgression de l'Antiquité à nos jours. Actes du colloque (Amiens, 23-25 janvier 2008), Amiens, Encrage, 2009, p. 151-171.

45. NIVET P., *La France occupée, 1914-1918*, op. cit.

46. CONNOLLY J., *Encountering Germans : the Experience of Occupation in the Nord, 1914-1918*, thèse sous la direction de R. VINEN, King's College, London, 2012, p. 11.

47. MAYERHOFER L., *Zwischen Freund und Feind : deutsche Besatzung in Rumänien 1916-1918*, München, Martin Meidenbauer, 2010. Un résumé de la thèse est paru en anglais : MAYERHOFER L., « Making Friends and Foes : Occupiers and Occupied in First World War Romania, 1916-1918 », H. JONES, J. O'BRIEN et C. SCHMIDT-SUPPRIAN (dir.), *Untold War : New Perspectives in First World War Studies*, Boston, Brill, 2008, p. 119-149.

En définitive, la lecture culturelle de l'occupation en 1914-1918, que ce soit en France ou à l'étranger, reste focalisée sur le paradigme des violences : le regard est braqué sur l'occupant, même si c'est par l'intermédiaire du récit des victimes, davantage que sur l'occupé. Ces violences, résultant de représentations haineuses de l'ennemi largement répandues, seraient d'une plus grande intensité que lors des occupations militaires du XIX^e siècle, annonçant la politique antisémite et les crimes de masse du régime nazi. Cette lecture est d'ordre téléologique avec la Seconde Guerre mondiale comme point de mire : dès lors, sont mises en exergue les pratiques qui peuvent évoquer les méthodes brutales de l'Occupation en 1940-1945. Face à l'autoritarisme de l'occupant et parce que les représentations haineuses de l'ennemi seraient solidement ancrées, la réaction de la population civile serait marquée par un unanimisme patriotique consistant à lutter par tous les moyens possibles contre l'armée allemande. Les réfractaires à cette logique de la confrontation, tels les activistes flamingants en Belgique, seraient ultra-minoritaires et donc non-représentatifs.

Pour une approche socio-historique de l'occupation

Sans chercher à atténuer la réalité des violences que produit l'occupation militaire, réduire cette dernière aux seules méthodes brutales de l'occupant apparaît comme insatisfaisant. Parce qu'ils avaient pour objet la nouvelle autorité souveraine, étudiée à partir de la position surplombante du chercheur qui connaît les caractéristiques des occupations militaires ultérieures, les travaux récents ont insisté sur la dimension verticale d'un régime de « terreur » oppressant des civils-victimes.

C'est là que l'apport de la sociologie peut nous être utile : lorsque le regard est placé non pas vers le haut, au niveau de celui qui donne des ordres et produit des discours, mais vers le bas, au niveau des acteurs qui sont pris dans un système contraignant, on s'aperçoit que ceux-ci parviennent à se ménager des marges de manœuvre en s'appropriant et réinterprétant les injonctions venues du sommet⁴⁸. Par conséquent, nous avons pour projet de renverser le regard afin de faire apparaître la « face cachée » de l'occupation, celle dont les synthèses historiques ne font pas ou peu allusion : l'expérience des civils. Comment les habitants s'adaptent-ils à cette coupure du territoire national que constitue la prise de possession de leur région par l'armée ennemie ? Les violences qu'ils subissent ont-elles vraiment franchi un degré ? D'autre part, les relations qu'ils ont avec la nouvelle autorité légale correspondent-elles au « manichéisme réducteur », dénoncé par Benoît Majerus, de l'opposition brutale entre occupant et occupé ?

48. GOFFMAN E., *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, traduit par Liliane LAINÉ et Claude LAINÉ, Paris, Éditions de Minuit, 1972 ; FRIEDBERG E., *Le pouvoir et la règle : dynamiques de l'action organisée*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

Ou bien, comme en Belgique et en Roumanie, les civils parviennent-ils à ménager des espaces de négociation, des zones grises d'entente et de coopération ? Enfin, l'unanimité patriotique, tel qu'il est perçu à travers les témoignages des notables, ne s'essouffle-t-il pas à mesure que l'occupation dure ? Au-delà de la question du patriotisme, comment se fait-il que les historiens se soient très peu intéressés aux contacts entre les habitants et les militaires allemands ? Peut-on s'imaginer qu'ils aient pu vivre pendant quatre ans dans les mêmes communes, dans les mêmes logements sans qu'il y ait eu le moindre échange ?

Si les sociologues ont réussi à nuancer fortement le schéma de la relation verticale du pouvoir, c'est en délimitant des terrains qui rendent possible l'observation des relations nouées par les acteurs sociaux. Parce que nous souhaitons renverser le regard pour faire apparaître les tensions sociales et politiques à l'intérieur de la population civile ainsi que les relations entre occupés et occupants, il nous faut régler la focale sur des objets de taille relativement réduite où de telles réalités sont visibles.

Les travaux qui prennent en compte une réalité sociale rugueuse, avec ses aspérités et ses dynamiques contraires, sont effectivement fondés en partie ou entièrement sur la micro-analyse : c'est évidemment le cas de Benoît Majerus dont le travail porte sur la police bruxelloise mais aussi de Lisa Mayerhofer quand, dans le cadre de la Roumanie occupée, elle en vient à s'intéresser, au niveau local, aux stratégies des paysans face à l'occupant⁴⁹.

En effet, la *microstoria* défendue au début des années 1980 par Carlo Ginzburg et Carlo Ponti⁵⁰, a été récemment renouvelée par une socio-histoire⁵¹ qui entend étudier les sociétés du passé, non pas comme des systèmes organiques et desséchés mais comme des configurations vivantes résultant de tensions multiples, en constant mouvement. Ces configurations peuvent être déduites de l'examen d'objets de taille suffisamment réduite pour ne pas dissimuler les interrelations sociales.

Concernant l'occupation allemande en 1914-1918, l'échelle départementale paraît la plus appropriée pour mettre en valeur la diversité des situations locales entre les territoires ruraux et les territoires urbains, entre la zone d'opérations, les zones évacuées au cours de la guerre et les zones à l'écart des combats. C'est particulièrement le cas de l'Aisne dont 55 % de la superficie est occupée, avec des villes comme Saint-Quentin, Laon et Chauny, les grands espaces agricoles des plateaux laonnois, les zones d'élevage en Thiérache, les campagnes de traditions textile autour de Saint-Quentin et mécanique autour d'Hirson et Saint-Michel.

49. MAJERUS B., *Occupations et logiques policières*, op. cit. ; MAYERHOFER L., *Zwischen Freund und Feind*, op. cit.

50. GINZBURG C. et C. PONTI, « La micro-histoire », *Le Débat*, 1981, vol. 10, n° 17, p. 133-136.

51. NOIRIEL G., *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2006.

En septembre 1914, après la bataille de la Marne les armées allemandes reculent jusqu'au plateau du Chemin des Dames, entre Laon et Soissons⁵² : la vallée de l'Aisne, en contrebas, correspond alors plus ou moins à la ligne de front. Le nord du département est par ailleurs en contact direct avec deux théâtres d'affrontements majeurs sur le front Ouest : la Somme à partir de juillet 1916 et, de nouveau, le Chemin des Dames en avril 1917 et en mai 1918. Aussi l'Aisne, par sa position stratégique sur le front et par la densité de la présence militaire, apparaît-elle comme une échelle pertinente pour rendre compte de la diversité des expériences d'occupation.

Croiser témoignages, récits monographiques et archives administratives

Renverser le regard sur l'occupation, en plaçant au centre le civil occupé, ses perceptions et ses pratiques quotidiennes, ne signifie pas qu'il faille rejeter les sources exploitées jusqu'alors par les historiens de l'occupation. Comment, en particulier, saisir les expériences individuelles dans toute leur variété et leur complexité sans recourir aux témoignages ? Parmi les témoignages, les écrits du for intérieur apparaissent comme indispensables pour qui veut aborder la question de l'intime. Malgré les biais que présente chacun de ces récits personnels, le témoignage est précieux, car il permet d'accéder aux « fils invisibles »⁵³ qui relient les individus entre eux. Travailler sur le témoignage ne doit pas conduire à faire du témoin, un isolat, un modèle dont la parole est généralisable. Pour mettre à distance ce risque de la généralisation abusive, il apparaît indispensable de replacer le document dans son contexte social : c'est le but du premier chapitre.

Faire le choix de la micro-analyse implique de croiser des données de nature et d'origine variées afin de cerner au plus près les différents aspects de l'expérience d'occupation. Comme l'occupant n'est étudié que dans sa relation avec la population civile⁵⁴, nous avons laissé de côté les sources produites par l'armée allemande pour nous concentrer sur celles provenant des occupés. L'essentiel de la documentation est produite localement, souvent sous la forme de récits monographiques écrits dans l'immédiat après-guerre. L'enquête auprès des enseignants sur la situation de leur commune au cours de la guerre, réalisée dans l'Académie de Lille et aujourd'hui conservée à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), est ainsi une source importante de récits sur l'occupation. En avril et mai 1920, un questionnaire est transmis aux instituteurs

52. ROUSSEAU F., « Le Chemin des Dames en 1914. La leçon oubliée », N. OFFENSTADT (dir.), *Le Chemin des Dames : de l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2005, p. 29-35.

53. NOIRIEL G., *op. cit.*, p. 4.

54. La logique de la politique d'occupation par l'armée allemande n'en est pas moins un sujet de recherche passionnant sur lequel travaille actuellement L. WEGNER de l'Université de Fribourg.

des cinq départements qui composent alors l'Académie de Lille (Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais, Somme). Le grand nombre des questions laisse peu de liberté d'expression aux enseignants, il ne s'agit pas tant d'une grande enquête sur ce qu'ils ont vécu de la guerre, que d'un rapport à charge contre les troupes allemandes d'occupation, concernant plus spécifiquement la politique scolaire menée. 159 enseignants de 133 communes différentes de l'Aisne ont répondu au questionnaire⁵⁵.

Une autre initiative locale a permis de recueillir un certain nombre de monographies sur l'occupation. Dans les années 1920, le sous-préfet de Saint-Quentin, M. Mathieu, ayant l'ambition de réaliser un « livre d'or » des communes de l'arrondissement, a demandé aux maires leur contribution sous la forme d'un résumé des faits pendant l'occupation. Le plan thématique proposé n'est pas sans rappeler l'appel lancé par Albert Sarrault en 1914 aux instituteurs pour qu'ils écrivent l'histoire de leur commune dans la guerre⁵⁶. Seuls, 13 récits auraient été envoyés, trop peu pour que le « livre d'or » voie le jour. Les documents parvenus à la sous-préfecture sont ensuite versés à la société académique dans le cadre de laquelle ils ont été exploités pour réaliser, dans les années 1930, deux monographies cantonales sur l'occupation⁵⁷.

Enfin, un troisième type de récits est produit au cours de la guerre, sous la forme de procès-verbaux policiers. Ils proviennent des interrogatoires auxquels étaient soumises, à Évian, les populations originaires des départements occupés ayant obtenu leur rapatriement au cours de la guerre. En effet, afin d'atténuer la pression sur les ressources alimentaires, l'occupant qui peine à ravitailler la population civile, organise des trains de rapatriement au départ de nombreuses gares du nord et de l'est de la France à destination de la Suisse, puis de la Haute-Savoie. Lorsque le service des réfugiés doit déménager d'Annemasse à Évian, en janvier 1917, le Commissariat spécial aux rapatriés prend un rôle déterminant dans l'accueil des rapatriés avec pour mission de reconstituer leur état-civil mais aussi de collecter des renseignements stratégiques sur les « pays envahis ». Chaque réfugié est ainsi interrogé sur son identité, sur les mauvais traitements subis et sur les personnes suspectes se trouvant dans les régions occupées ou ayant déjà été rapatriées⁵⁸. Les procès-verbaux de ces interrogatoires sont désormais conservés aux archives départementales de Haute-Savoie, à Annecy⁵⁹.

55. Ces réponses sont aujourd'hui conservées à la BDIC sous les cotes F delta 1126/04/B622, 642, 678 et 680 ainsi que F delta 1126/05/Bx.008.

56. BECKER J.-J., *Les Français dans la grande guerre*, Paris, Robert Laffont, 1980, p. 19.

57. CATALAN DE LA SARA, *La Guerre dans le canton de Ribemont*, Saint-Quentin, Imprimerie moderne saint-quentinoise, 1931; *L'Invasion de 1914 dans le canton du Catelet par des témoins*, Saint-Quentin, Imprimerie du Guetteur, 1933.

58. NIVET P., *Les réfugiés français de la Grande guerre, 1914-1920 : les « Boches du Nord »*, Paris, Economica, 2004.

59. FRAD074 4 M 513 et 517 à 520.

L'ensemble de ces écrits monographiques sur l'occupation permet de constituer une base de données sur 452 communes de l'Aisne, pour environ 570 communes occupées, recoupant les informations d'origine variée et autorisant le traitement statistique de certains aspects de l'occupation afin de mettre à distance les impressions que peut se forger le chercheur à la simple lecture des monographies publiées sur l'occupation.

Notre objet d'étude étant départemental, il est logique de se tourner vers les archives départementales pour avoir quelques renseignements sur la population civile occupée. Malheureusement, dans le cadre de l'Aisne, les archives de la Préfecture concernant la Première Guerre mondiale ont été en grande partie détruites lors d'un bombardement en 1944⁶⁰.

De nombreuses archives communales gardent trace de l'occupation. De manière générale, la qualité des fonds municipaux varie fortement d'une commune à l'autre, certaines ayant subi les destructions de la guerre ou de l'évacuation forcée. Le fonds d'archives municipales le plus riche est, sans aucun doute, celui de la ville de Laon. Plus de 200 dossiers peuvent être consultés, classés dans la sous-série 4 H, renvoyant aux différents aspects de l'action municipale : relations avec l'autorité allemande, courriers aux administrés, ravitaillement, salaires des ouvriers, avis publiés, etc.⁶¹. La nature du travail municipal est ainsi bien renseignée grâce au travail incessant d'un maire exigeant qui entend contrôler personnellement l'activité de ses services. À Saint-Quentin la documentation, conservée aux archives municipales, est moins abondante et moins bien classée. L'essentiel des pièces est rangé dans un gros dossier « Occupation allemande : notes et rapports du maire à la Commandanture⁶² ». Si les fonds consultés ne permettent pas de dresser un tableau général sur l'administration municipale en temps d'occupation, ils éclairent cependant les formes de coopération et les espaces de négociation possibles avec l'armée allemande. Pour les communes de plus petites tailles, les délibérations du Conseil municipal et les documents sur l'apurement des comptes⁶³ révèlent les choix politiques qui ont été opérés au cours de l'occupation.

Alors que le travail de l'historien est souvent orienté, voire conditionné par l'exploitation d'un fonds documentaire bien identifié, la démarche socio-historique nous conduit plutôt à balayer un éventail très large de ressources archivistiques pour tenter de circonscrire la réalité sociale de l'occupation entre 1914 et 1918.

60. REMBERT S. et A. ROELLY (dir.), *90 ans après, archives inédites de l'Aisne dans la Grande Guerre*, Laon, Archives départementales de l'Aisne, 2008.

61. FRAD002 Laon 4H78 à 4H 324.

62. AMSQ 4H 59.

63. Document qu'il faut chercher dans la série D, sur l'administration municipale, et la série H sur les affaires militaires.

Notre hypothèse est que la confrontation entre témoignages, récits monographiques et sources administratives permet de porter un regard neuf sur l'expérience d'occupation. Un regard qui, par de réguliers changements d'échelle du niveau départemental à celui de la commune et de l'individu, rende compte des marges de manœuvre et des contraintes qui pèsent sur les choix individuels comme sur les décisions politiques. Parce que l'invasion a été perçue comme un moment de violence paroxysmique⁶⁴, il convient de s'attarder sur les modalités de celle-ci ainsi que sur les enjeux de l'installation de l'armée allemande dans la moitié nord de l'Aisne (partie 1). L'expérience de la violence que font les civils occupés n'est alors pas seulement due à la brutalité des méthodes de l'occupation mais également aux très pénibles conditions de vie résultant du blocus et des réquisitions (partie 2). Les rapports entre occupés et autorités d'occupation résultent pour partie de ces caractéristiques socio-économiques : la priorité n'est pas tant de garder une certaine distance à l'égard de l'occupant que de trouver de quoi nourrir sa famille, d'où des pratiques oscillant entre obéissance et dissimulations (partie 3). Mais, c'est au niveau des relations interpersonnelles entre soldats logés et civils logeurs que les échanges paraissent les plus nombreux et les plus intenses, contredisant les analyses reposant sur les oppositions binaires : Allemands-Français, occupants-occupés, militaires-civils (partie 4).

64. HORNE J. et A. KRAMER, *1914, les atrocités allemandes*, traduit par Hervé-Marie BENOÎT, Paris, Tallandier, 2005.